

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

=====

SECRETARIAT GENERAL

=====

**DIRECTION DES ETUDES
ET DE LA PLANIFICATION**

BURKINA FASO

Unité-Progress-Justice



**Situation d'exécution de la loi de finances
au 31 décembre 2009 adoptée à la session
du _____ en conseil des ministres**

1

Conjoncture économique internationale, régionale et nationale

Selon le Fonds monétaire international¹, la reprise économique mondiale a démarré plus vigoureusement qu'on ne l'avait prévu, mais elle se poursuit à un rythme différent selon les régions. Après la pire récession mondiale de l'histoire récente, la croissance économique s'est renforcée et s'est étendue aux économies avancées pendant le second semestre de 2009. Ainsi, l'économie mondiale ne devrait baisser que de 0,8% contre une baisse de 1,0 prévue initialement et une croissance de 3,0% en 2008. Cette remontée est imputable à la croissance économique de 1,3% enregistrée au cours du quatrième trimestre de 2009 comparativement à la même période en 2008. Ce rebond a été rendu possible grâce à l'ampleur extraordinaire des mesures de relance.

Au plan national, la croissance du Produit intérieur brut (PIB) en termes réels s'établirait à 3,1% en 2009 contre 5,5% en 2008, soit une perte de 2,4 points. Cette croissance est tirée par les secteurs secondaire et tertiaire qui ont progressé respectivement de 5,8% et 2,5% en 2009.

2

Les recettes budgétaires

Sur une prévision de 916,43 milliards de francs CFA, le niveau de mobilisation des recettes budgétaires a atteint 759,67 milliards de francs CFA au 31 décembre 2009, soit un taux de réalisation de 82,9% contre 59,4% en 2008.

¹ FMI, perspectives de l'économie mondiale, 26 janvier 2010.

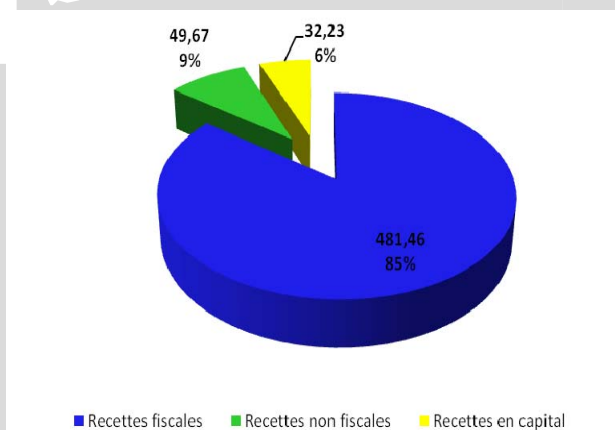
Tableau 1: Situation des recettes budgétaires à fin décembre 2009

En milliards de francs CFA	Prévisions	1 ^{er} trim.	2 ^{ème} trim.	3 ^{ème} trim.	4 ^{ème} trim.	Total réal.	Taux de réal. (%)
Ressources propres	616,11	145,30	149,09	123,86	145,10	563,35	91,4%
Recettes fiscales	536,33	108,21	128,07	113,04	132,14	481,46	89,8%
Recettes non fiscales	39,22	10,27	17,06	10,68	11,66	49,67	126,6%
Recettes en capital	40,56	26,82	3,96	0,14	1,3	32,23	79,5%
Ressources extraordinaires	300,32	24,60	64,00	73,30	34,41	196,31	65,4%
Aides, Dons, Subv.	134,85	6,83	40,44	31,09	8,55	86,92	64,5%
Emprunts (projets)	165,47	17,77	23,55	42,21	25,86	109,39	66,1%
Total Ressources	916,43	169,9	213,09	197,16	179,51	759,67	82,9%

Source : MEF/SG/DEP, janvier 2010.

2.1 – Les recettes propres

A fin décembre recouvrements recettes propres 563,35 milliards une prévision de de francs CFA, réalisation de 87,8% en 2008 et d'accroissement



2009, les au titre des se sont chiffrés à de francs CFA sur 616,11 milliards soit un taux de 91,4% contre un taux de 17,6%.

Les recettes fiscales

A fin décembre 2009, les recettes fiscales recouvrées se sont élevées à 481,46 milliards de francs CFA, correspondant à un taux de réalisation de 89,8% contre 91,2% en 2008. En glissement annuel, elles ont crû de 11,1% contre 10,1% en 2008. Cette progression est essentiellement due aux taxes sur les biens et services (+15,6%) et aux droits et taxes à l'importation (+10,1%)

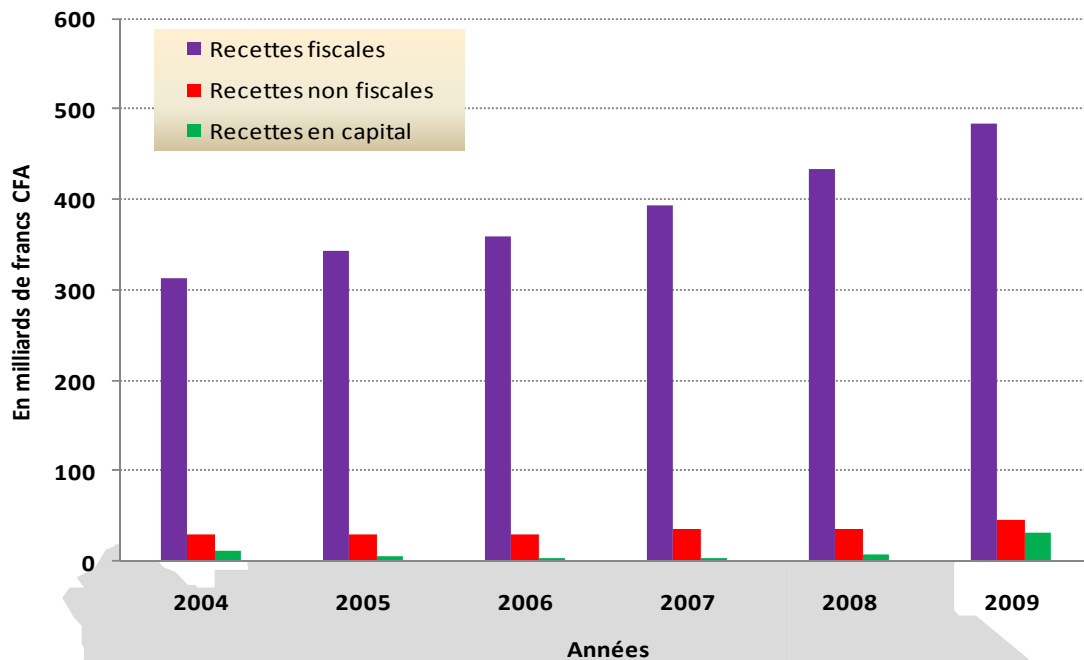
Les recettes non fiscales

A fin décembre 2009, elles se sont établies à 49,67 milliards de francs CFA pour une prévision de 39,22 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 126,6%. En glissement annuel, ce niveau de mobilisation correspond à un taux de croissance de 43,8%. Cette performance est expliquée par celle des produits financiers et des autres recettes non fiscales qui ont crû respectivement de 71,6% et 48,8% comparativement à 2008.

Les recettes en capital

A fin décembre 2009, elles ont été mobilisées à hauteur de 32,23 milliards de francs CFA pour une prévision de 40,56 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 79,5% contre 20,3% à la même période en 2008. Par rapport à 2008, les recettes en capital ont connu une progression de 25,5 milliards de francs CFA

Graphique 1 : Evolution des recettes propres à fin décembre de 2004 à 2009

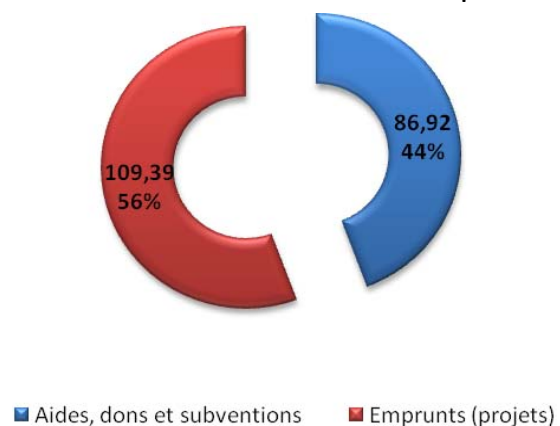


Ces résultats enregistrés en 2009 au niveau des recettes propres se justifient par la mise en œuvre d'une nouvelle approche de mobilisation des recettes propres par :

- ✓ une meilleure organisation des grandes régies appuyée par un renforcement des capacités de leurs structures de rattachement dites « unités de recouvrement »,
- ✓ une intensification de la lutte contre la corruption, la fraude et le faux et,
- ✓ des efforts d'élargissement de l'assiette fiscale.

2.2 – Les recettes extraordinaires

A fin décembre 2009, les recettes extraordinaires, hors appuis budgétaires, ont atteint un montant global de 196,31 milliards de francs CFA sur une prévision totale de 300,32 milliards de francs CFA, soit un taux de décaissement de 65,4% contre 27,0% en 2008. En glissement annuel, le niveau de décaissement a progressé de 53,5% en 2009 contre une baisse de 38,5% en 2008. Cette progression est due aussi bien aux aides, dons et subventions (+48,5%) qu'aux emprunts (+57,8%).



3

Les charges budgétaires

A fin décembre 2009, les engagements de dépenses se sont élevés à 953,86 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 1214,45 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 78,5% contre 80,8% en 2008. En glissement annuel, ces dépenses sont passées de 814,92 milliards de francs CFA en 2008 à 953,86 milliards de francs CFA en 2009, soit une hausse de 17,0% contre une baisse de 8,0% en 2008.

Tableau 2: Situation d'exécution des dépenses au 31 décembre 2009

En milliards de francs CFA	Prév. Initiales	Prév. Revisées	1er Trim.	2em Trim.	3em Trim.	4em Trim.	Total
Dépenses courantes	540,72	625,25	135,05	141,89	115,87	160,01	552,82
Charge et Amortissement de la Dette	52,60	102,60	8,70	13,94	10,98	35,07	68,69
<i>Extérieure</i>	0,00	0,00	3,15	8,87	3,52	7,91	23,45
<i>Intérieure</i>	0,00	0,00	5,55	5,07	7,46	27,17	45,25
Dépenses de personnel	207,40	229,88	29,15	77,73	42,88	69,79	219,56
Dépenses de fonctionnement	100,39	101,96	23,73	23,71	16,97	25,43	89,83
Transferts Courants	180,33	190,82	73,47	26,51	45,04	29,72	174,74
Dépenses en capital	503,16	589,20	47,96	101,20	116,78	135,09	401,03
Equipements et Investissements	496,16	563,71	45,77	100,93	115,10	129,38	391,18
Budget National	195,84	263,40	21,16	36,93	41,80	94,95	194,85
Financement extérieur	300,32	300,32	24,60	64,00	73,30	34,42	196,32
<i>Subventions</i>	134,85	134,85	6,83	40,44	31,09	8,56	86,93
<i>Prêts</i>	165,47	165,47	17,77	23,55	42,21	25,86	109,40
Transferts en capital	7,00	25,48	2,19	0,26	1,68	5,72	9,85
TOTAL	1043,87	1214,45	183,02	243,09	232,65	295,10	953,86

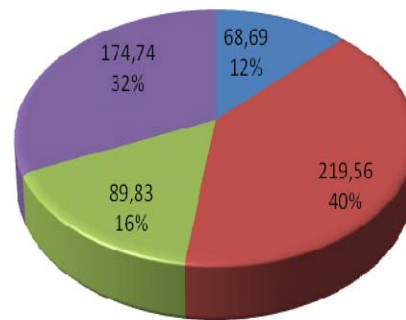
Source : MEF/SG/DEP, janvier 2010.

3.1 – Les dépenses courantes

Les engagements des dépenses courantes à fin décembre 2009 se sont chiffrés à 552,82 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 88,4% contre un taux de 95,7% en 2008. En glissement annuel, elles ont crû de 10,5% en 2009 contre une baisse de 2,3% en 2008. Cette hausse des dépenses courantes est

imputable à l'ensemble de ses composantes à l'exception des dépenses de fonctionnement.

Comme illustré par le graphique à secteurs, à fin 2009, les transferts courants et les dépenses de personnel constituent les composantes les plus importantes (respectivement 32% et 40%) des dépenses courantes.



■ Charge et Amortissement de la Dette ■ Dépenses de personnel
■ Dépenses de fonctionnement ■ Transferts Courants

Le service de la dette publique

Sur une dotation de 102,60 milliards de francs CFA, les engagements au titre du service de la dette se sont élevés à 68,69 milliards de francs CFA en 2009, soit un taux d'exécution de 66,9%. En variation annuelle, ces dépenses sont en hausse de 46,8% contre une baisse de 13,9% en 2008. L'analyse par composante montre que les charges de la dette se sont établies respectivement à 23,44 milliards de francs CFA et 45,25 milliards de francs CFA en 2009 contre respectivement 20,20 milliards de francs CFA et 26,61 milliards de francs CFA en 2008.

Les dépenses de fonctionnement

A fin décembre 2009, les dépenses de fonctionnement se sont élevées à 89,83 milliards de francs CFA sur une dotation de 101,96 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 88,1% contre 91,4% en 2008. En glissement annuel, elles sont en baisse de 2,3% en 2009 contre une baisse de 10,0% l'année précédente. Cette baisse des dépenses de fonctionnement traduit les efforts² entrepris par le Gouvernement en vue de les maîtriser.

Les dépenses de personnel

Les engagements des dépenses de personnel à fin décembre 2009 se sont élevés à 219,56 milliards de francs CFA sur une dotation de 229,88 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 95,5% contre 97,1% en 2008. En progression annuelle, elles sont en hausse de 13,6% en 2009 contre 3,8% en 2008. Cette progression est expliquée notamment par la prise en charge des avancements de l'année 2006 et l'accroissement des effectifs pour une meilleure efficacité de l'administration.

Les transferts courants

Sur une dotation de 190,82 milliards de francs CFA, les engagements relatifs aux transferts courants se sont établis à 174,74 milliards de francs CFA à fin décembre 2009, soit un taux d'exécution de 91,6%.

En glissement annuel, les transferts courants sont en hausse de 3,8% en 2009 contre une baisse de 0,8% en 2008.

² Il s'agit notamment de la réduction du train de vie de l'Etat qui a consisté en l'application rigoureuse de la réglementation portant utilisation des véhicules de l'Etat, à l'introduction des puces dans les commandes de carburant et à la mise en place d'un comité de suivi des consommations d'eau, d'électricité et de téléphone de l'administration publique.

3.2- Les dépenses en capital

A fin décembre 2009, les dépenses en capital se sont établies à 401,02 milliards de francs CFA pour une dotation de 589,19 milliards de francs CFA, correspondant à un taux d'exécution de 68,1% contre 64,8% en 2008. En glissement annuel, ces dépenses ont connu une hausse de 27,5% en 2009 contre une baisse de 15,8% en 2008. La hausse des dépenses en capital en 2009 est essentiellement imputable aux dépenses d'investissement et d'équipement.

□ Les dépenses d'investissement et d'équipement

Sur une dotation de 563,71 milliards de francs CFA, les engagements de ces dépenses se sont situés à 391,16 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 69,4% en 2009 contre 64,5% en 2008. Ces dépenses sont en hausse de 82,76 milliards de francs CFA (+26,8%) contre une baisse de 27,53 milliards de francs CFA (-8,2%) en 2008. Cette progression des dépenses d'investissement et d'équipement est due en grande partie à celle des dépenses financées sur ressources extérieures.

Les dépenses financées sur ressources propres

Les dépenses d'investissement et d'équipement financées sur ressources propres se sont établies à 194,85 milliards de francs CFA en 2009 pour une dotation de 263,40 milliards de francs CFA, soit à un taux d'exécution de 74,0% contre 94,8% en 2008. Ce niveau de dépenses correspond à une baisse de 7,9% en 2009 contre une hausse de 41,1% en 2008.

Les dépenses financées sur ressources extérieures

A fin décembre 2009, sur une dotation de 300,32 milliards de francs CFA, les dépenses d'investissement et d'équipement sur financements extérieurs se sont établies à 196,31 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 65,4% contre 44,5% en 2008. Ces dépenses ont connu une hausse de 53,5% en 2009 contre une baisse de 38,5% en 2008. La hausse des dépenses d'investissement et d'équipement sur financements extérieurs est imputable à la fois à celle des dépenses financées par subventions (+48,5%) et à celle des dépenses financées sur prêts (+57,8%).

□ Les transferts en capital

Sur une dotation de 25,5 milliards de francs CFA, les dépenses de transferts en capital se sont situées à 9,86 milliards de francs CFA en 2009, soit un taux d'exécution de 38,7%. Comparativement à 2008, les transferts en capital ont progressé de 3,69 milliards de francs CFA (+59,8%) en 2009.

4- ANALYSE DES SOLDES BUDGETAIRES

Les soldes budgétaires permettent de mesurer la capacité d'un pays à mobiliser des fonds pour financer ses projets et programmes.

Le solde global renseigne sur le manque ou l'excès de financement total au cours d'une période et le solde courant mesure la capacité d'un pays à s'autofinancer.

Tableau 3: Situation des soldes budgétaires en 2009

(En milliards de francs CFA)

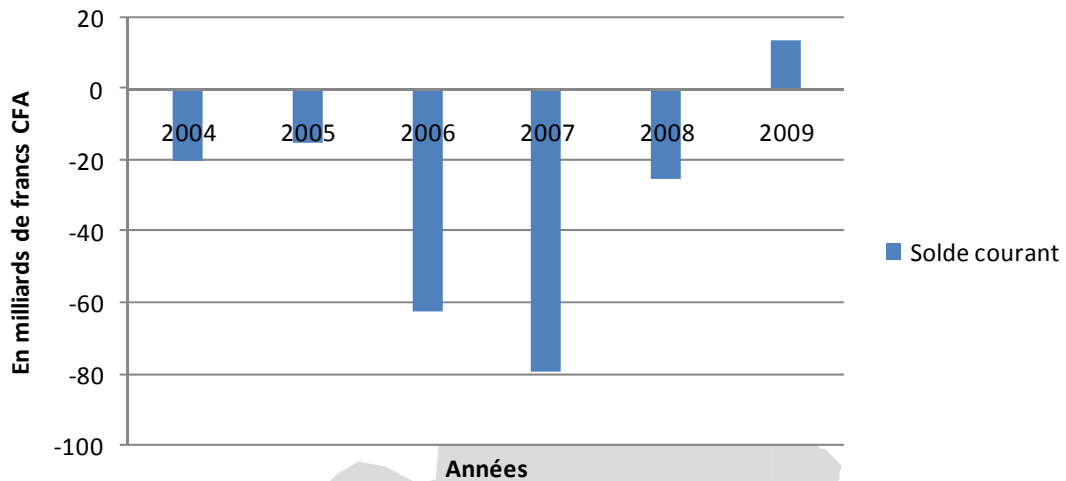
Rubriques	1er trim	2e trim	3e trim	4e trim	total
Recettes ordinaires	145,3	149,09	123,86	145,1	563,35
Dépenses courantes	135,05	141,89	115,87	160,01	552,82
Ressources totales	169,9	213,09	197,16	179,51	759,67
Dépenses totales	183,01	243,08	232,65	295,1	953,84
Solde courant	10,25	7,2	7,99	-14,91	10,53
Solde global	-13,11	-29,99	-35,49	-115,59	-194,17

Source : MEF/SG/DEP, janvier 2010.

4.1 Le solde budgétaire courant

Le solde budgétaire courant à fin décembre 2009 est ressorti excédentaire de 10,53 milliards de francs CFA contre un déficit de 25,50 milliards de francs CFA en 2008, soit une amélioration de 36,03 milliards de francs CFA (+41,3%). Cette amélioration résulte d'une progression plus importante des recettes propres (+18,6%) que celle des dépenses courantes (+10,5%) traduisant la rigueur dans la gestion budgétaire.

Graphique 3: Evolution du solde courant de 2004 à 2009



Quant au solde budgétaire global, il est ressorti déficitaire de 194,17 milliards de francs CFA en 2009. Ce déficit s'explique notamment par la forte progression des dépenses d'investissements (+29,8%), qui témoignent de la volonté du Gouvernement de lutter contre la pauvreté et de renforcer le développement économique et social. A cela, s'ajoutent les dépenses engagées pour faire face aux effets des inondations du 1^{er} septembre 2009 d'un montant de 5,00 milliards de francs CFA. Toutefois, comparé à l'année 2008, le solde budgétaire global connaît une nette amélioration de 16,39 milliards de francs CFA (+7,7%), ce qui dénote de la rigueur de la gestion budgétaire en dépit du contexte difficile.

Graphique 4: Evolution du solde global de 2004 à 2009

